



# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



## Notes sur la couverture médiatique audiovisuelle

20 au 26 mai 2016

Ce rapport vise à déterminer dans quelle mesure et comment les médias agissent comme agent de pacification ou plutôt comme amplificateur des tensions, à travers l'identification des propos incendiaires proférés dans les médias. Il sert également à observer les foyers de tension qui se manifestent dans le pays et qui reçoivent une couverture médiatique.

### A LA UNE

#### RUMEURS ET/OU TENTATIVE DE COUP D'ETAT ?

Très tôt dans la matinée du 20 mai, des bataillons d'éléments des forces de l'ordre ont été aperçus dans le quartier d'Anosy et ses alentours, vraisemblablement en train de quadriller le secteur. Pour cause, des rumeurs ont circulé selon lesquelles les locaux des stations nationales RNM et TVM feront l'objet d'une attaque, ayant pour objectif de déstabiliser le régime actuel. Dans la soirée du lundi 23 mai, le sénateur élu à Mahajanga sous les couleurs du MAPAR, Lylison René de Rolland, a lancé un appel sur une chaîne de télévision privée pour faire de la capitale une ville morte, durant la journée du 24 mai. A cet effet, il a demandé aux habitants de chaque Fokontany d'ériger des barrages et de tenir des réunions afin de mettre en place des vigiles communautaires, le but étant de paralyser la ville. Alertées, les forces de l'ordre ont pris les dispositions qui s'imposent afin de prévenir les troubles. Elles ont ainsi procédé à l'enlèvement de tous dispositifs entravant la liberté de circulation des habitants, autrement dit de quelques barrages de fortunes et par la même occasion, à l'arrestation des auteurs de ces initiatives.

*FREE FM a dénoncé la paranoïa du régime en place et a, par conséquent, suggéré au Chef de l'Etat de réviser la manière dont il communique avec le public. En effet, hausser le ton et utiliser les forces de l'ordre comme moyen de répression ne feront qu'aiguiser la tension, soutient la station. En outre, elle estime que la proposition du sénateur Lylison René de Rolland est une bonne initiative et constitue une opportunité, pour une contestation non violente. Néanmoins, les journalistes ont reconnu que les conditions de vie des Tananariviens ne sont pas favorables à une journée chômée.*

*TV PLUS a relayé les rumeurs sur d'éventuelles manifestations dans les six arrondissements de la capitale. Des groupes d'individus ont été payés pour brûler des pneus et ériger des barrages, a-t-elle précisé. VIVA TV se démarque des autres chaînes radio et TV dans la mesure il s'agit de la station ayant diffusé la déclaration du parlementaire MAPAR. A cet effet, elle a accordé un large temps d'antenne à Lylison René de Rolland qui a donc argumenté son appel pour une ville morte par les diverses déclarations du FFKM et de la société civile dénonçant une mauvaise gestion du pays. ANTSIVA se rallie au projet initié par le sénateur en martelant que personne ne peut contredire sa déclaration qui décrit exactement la situation de la Grande Ile et de sa population, en ce moment. En outre, la chaîne a également accordé la parole au président du parti politique Aroriaka, Odon*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



*Grégoire Rakotonirina qui, pour sa part, pense que la descente dans la rue constitue l'unique alternative pour se faire entendre par le pouvoir en place. Il a ainsi soutenu que son parti, plus précisément ses membres, est prêt à agir et que ni les menaces, ni les pressions ne leur feront reculer. Le Commandant de la Gendarmerie Nationale, le Général Jean de Dieu Daniel Ramiandrisoa a convoqué la presse, rapporte la **RNM** dans son programme d'information. A cette occasion, il a confirmé qu'il y a effectivement eu des barrages dans quelques quartiers de la ville mais que les forces de l'ordre ont fait le nécessaire afin de maintenir l'ordre public. Il a d'ailleurs averti que les autorités vont prendre des mesures sévères si cela s'avère nécessaire. Trois personnes ont été arrêtées, a précisé ce haut responsable tandis que les enquêtes sont en cours.*

***KOLO TV** et **RADIO PLUS** ont rapporté l'appel pour une ville morte lancé par le sénateur Lylison René de Roland et ont toutes deux conclu que cette déclaration a alerté les autorités mais pas la population, qui a vaqué à ses occupations quotidiennes, comme à son habitude.*

## POLITIQUE INTERNE

### **PERQUISITION AU DOMICILE DU SENATEUR LYLISON RENE DE ROLAND**

Les autorités n'ont pas tardé à réagir face à l'initiative du sénateur de mobiliser la population pour paralyser la capitale, d'autant plus que des individus ont entrepris des barrages de fortunes afin d'empêcher la libre circulation, comme il l'avait sollicité dans sa déclaration. Le domicile du sénateur Lylison René de Roland a ainsi fait l'objet d'une perquisition par les forces de l'ordre. Près de 300 éléments ont été mobilisés à l'occasion, bien que la procédure n'ait été réellement entamée que par 6 policiers. Une fouille minutieuse a été entreprise et a pris quelques heures et ce, en présence de l'avocat du parlementaire qui, lui, n'était pas présent sur les lieux. En effet, selon les explications de ses proches, il est parti en mission en dehors de la capitale depuis dimanche dernier. Les forces de l'ordre n'ont trouvé aucun objet compromettant à l'issue de la fouille, hormis trois talkie-walkie qui ont été confisqués. Ayant eu vent de cette descente des forces de l'ordre au domicile du parlementaire, le journaliste de la radio ANTSIVA, Michel Ralibera s'est rendu sur les lieux pour effectuer une couverture, mais les militaires l'en ont dissuadé et a confisqué son matériel de travail.

***FREEFM** a effectué un traitement approfondi dans sa couverture de cette perquisition et en a d'ailleurs consacré une émission spéciale. La station a en effet entrepris de couvrir en direct cette descente des autorités au domicile du parlementaire. Une occasion qui a permis au frère du sénateur, présent lors de la perquisition, d'intervenir en direct sur les ondes de la station. Lylarison René de Roland a ainsi indiqué que les fouilles ont pris à peu près deux heures et demie de temps. Il a également déclaré avoir été sous le choc en constatant l'important dispositif des forces de l'ordre pour procéder à la perquisition. Si d'une part, la station a relevé les entraves à la liberté d'information faites par les forces de l'ordre à l'encontre des journalistes venus couvrir l'évènement, elle a, d'autre part, fait part de son indignation face au comportement des tenants du pouvoir. « Mobiliser la population pour observer une ville morte serait-il un délit méritant une perquisition ou éventuellement un*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



mandat d'arrêt ? D'ailleurs, qu'en est-il de l'immunité parlementaire ? » s'est insurgée la chroniqueuse Lalatiana Rakotondrazafy. A ce propos, le Président du Sénat a précisé que : « tout parlementaire est passible de poursuite en cas d'infraction mais il ne peut cependant être arrêté dans l'enceinte du Parlement. Dans le cas d'un flagrant délit, il n'est plus nécessaire de demander la levée de l'immunité parlementaire. ». Portant l'attention sur la confiscation du matériel de son journaliste Michel Ralibera, **ANTSIVA** a martelé qu'encore une fois la liberté de presse a été bafouée ; les éléments des forces de l'ordre auraient même menacé les journalistes présents sur les lieux. Quant au principal concerné, il a indiqué qu'un mandat d'arrêt a été lancé à l'endroit de trois personnes, à savoir le sénateur Lylison René de Roland, un opérateur économique et un ressortissant étranger.

### Réactions par rapport à la perquisition:

- Ignace Razafimanjafy, ancien membre du Congrès de la Transition, dit soutenir sans conditions le sénateur Lylison. De son avis, le mutisme des Malgaches face à la situation actuelle signifie que le peuple approuve la destruction de la Patrie, perpétrée par le Chef de l'Etat et son parti HVM. » (**ANTSIVA**)
- Ismaël Razafinarivo, directeur de publication de la radio Antsiva : « Je condamne fermement les gestes commis par les forces de l'ordre à l'encontre du journaliste Michel Ralibera, qui constituent une entrave à la liberté de la presse. J'exhorte par conséquent les responsables de ce geste à faire des excuses publiques. » (**ANTSIVA**)
- Laurent Ramaroson du parti MMM : « Les choses commencent à se gâter et la population elle-même a maintenant conscience de la pression exercée par les tenants du pouvoir. » (**KOLO TV**)
- Honoré Rakotomanana, Président du Sénat : « Je ne suis pas au courant des actions menées par les forces de l'ordre au domicile du sénateur Lylison René de Roland. Il n'existe aucun dossier s'y rapportant au niveau du Bureau permanent de la Chambre Haute. » (**MATV**).
- « Les parlementaires peuvent être poursuivis en justice en cas de délit car nul n'est au-dessus de la loi. Il appartient au tribunal de juger si le sénateur a commis ou non un délit » (**RADIO PLUS**)
- Procureur de la République : « La perquisition du domicile du parlementaire se base sur l'article 11 de la loi organique régissant la Chambre Haute. Il a ainsi été pris en flagrant délit. Il est nécessaire de préciser qu'il a fait l'objet d'un mandat de perquisition et non d'un mandat d'arrêt » (**RADIO PLUS**)

## RELATIONS INTERNATIONALES

### MADAGASCAR PARTICIPE AU SOMMET HUMANITAIRE MONDIAL A ISTAMBUL

Le Président de la République s'est envolé pour Istanbul afin d'assister au Sommet Humanitaire Mondial 2016. Une forte délégation l'a accompagné à cette occasion, qui réunira

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



des gouvernements, des organisations humanitaires, des victimes de crises humanitaires, des partenaires financiers et techniques ainsi que le secteur privé. Les participants réfléchiront pendant deux jours sur une meilleure appropriation des enjeux humanitaires par la population frappée par les catastrophes naturelles et les conflits.

*ANTSIVA s'est montrée très critique vis-à-vis des déplacements fréquents de Hery Rajaonarimampianina à l'étranger. Après son séjour à Singapour dans le cadre d'un Forum économique sur Madagascar, le voilà qui s'envole déjà vers la Turquie et ce, sans aucune communication au préalable. On aurait dit que son pays est devenu un simple « lieu d'escale », commente la station.*

*La RNM a entrepris une large couverture de l'évènement. Une journaliste de la station nationale, figurant parmi la délégation malgache, a fait un rappel sur les enjeux de cette rencontre internationale. Elle a ainsi précisé que 2,9 milliards d'individus vivent en dessous du seuil de pauvreté dans le monde. Toutefois, Madagascar se dit prêt à soutenir toutes les actions qui ont pour but de faire respecter la dignité et les valeurs humaines mais également de promouvoir la lutte contre toutes les formes de violence et atrocité commises à l'encontre de la personne humaine. « La Grande île s'engage également à soutenir les actions sensibles à la question de genre » a soutenu le Chef de l'Etat, durant sa prise de parole. Afin de faire taire la polémique sur le séjour de la délégation, la correspondante de la radio nationale a précisé que les participants sont pris en charge par le gouvernement turc et les Nations-Unies. Ce fut sur la TVM que les citoyens ont pu prendre connaissance du contenu du discours de Hery Rajaonarimampianina lors de ce Sommet. A cette occasion, il a mis l'accent sur les réformes ainsi que les objectifs fixés par Madagascar dans le contexte humanitaire, avec l'appui des Nations-Unies. Le Chef de l'Etat a ainsi souligné que la Grande Ile se consacre essentiellement aux aides aux réfugiés et aux victimes des catastrophes naturelles.*

## ECONOMIE ET SOCIETE

### MAGRO BEHORIRIKA ROUVRE SES PORTES

L'ancien Président Marc Ravalomanana est bien décidé à remettre son industrie agroalimentaire sur les rails comme en témoigne l'inauguration du nouveau Magro Behoririka, le samedi 21 mai dernier. Qui plus est, le groupe Tiko a entrepris depuis plusieurs jours une campagne de recrutement massif de son futur personnel. A cet effet, de longues files de travailleurs ont été observées devant les locaux du groupe sis à Ankorondrano, d'autant plus que des travaux ont débuté sur les ruines de l'ancien bâtiment. Le lundi 23 mai, la Chambre de Commerce et de l'Industrie d'Antananarivo, propriétaire des lieux, a dépêché un huissier afin de suspendre toutes les activités entreprises par la société Tiko. Accompagné par les forces de l'ordre, il a scellé l'endroit et dispersé toutes les personnes présentes dans l'enceinte. A noter que le terrain abritant le Magro Ankorondrano fait encore l'objet d'un litige entre le CCIA et le groupe Tiko, qui doit d'ailleurs d'importants arriérés fiscaux à l'Etat malagasy.

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



*Au micro de TV PLUS, Marc Ravalomanana a haussé le ton pour demander à ce que l'Etat débloque ses comptes bancaires ainsi que celui de son entreprise. Pour sa part, FREEFM a accusé l'ancien Chef d'Etat de manipuler les citoyens. Il parle d'une relance économique et de création d'emplois alors que sa seule motivation reste la remise de son business sur les rails, commentent ses journalistes. La station a également vivement critiqué la manière avec laquelle les responsables ont initié l'appel à recrutement qu'elle juge comme informelle dans la mesure où il a uniquement été lancé sur les réseaux sociaux. Par conséquent, elle met en garde ceux qui ont postulé car il se pourrait que l'Etat procède à la fermeture du Tiko étant donné les irrégularités. D'un autre côté, la station accuse l'Etat d'être également responsable car il ne dispose pas d'une politique de création d'emploi efficace.*

*ANTSIVA s'est interrogée sur la raison pour laquelle l'Etat persiste réellement à faire entrave aux initiatives du fondateur du groupe Tiko et estime que la situation aurait été différente si ce dernier était un ressortissant indopakistanaï ou chinois. Au micro de la station, Heritiana Andriamahefa, Directeur Général du groupe, a informé que la réouverture du Magro Behoririka n'est qu'un début et que les annexes d'Ankorondrano, Tanjombato et de Fianarantsoa seront bientôt ouvertes au public. Quant à l'ancien Chef d'Etat, il a déclaré être prêt pour un dialogue avec les responsables étatiques. Cette déclaration a été fortement critiquée par ANTSIVA qui estime que l'ancien Président ne vise que ses propres intérêts étant donné qu'il reste muet sur les irrégularités qui règnent au pays. Un avis qui est partagé par KOLO TV qui accuse également Ravalomanana de forcer pour commencer à renflouer les caisses de son groupe. La station lance également une pique à l'encontre des forces de l'ordre qu'elle accuse d'agir pour les intérêts personnels de personnalités au pouvoir au lieu de ceux de la population. Si MATV a choisi d'être brève dans le traitement de l'information, TV PLUS a œuvré pour l'apaisement en déclarant que les négociations ont déjà commencé entre les deux parties afin de trouver une entente. D'ailleurs, un responsable de la CCIA a précisé que l'Etat n'a rien à voir dans cette affaire, qui concerne exclusivement la Chambre de Commerce et le groupe Tiko.*

### Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: [tiaray.randriamalala@eces.eu](mailto:tiaray.randriamalala@eces.eu)  
Mirana RAZAFINDRAZAKA: [mirana.razafindrazaka@eces.eu](mailto:mirana.razafindrazaka@eces.eu)  
Site web: [www.incipals.eu](http://www.incipals.eu)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

